

déterminer lui-même le mode de coopération. La ligue nationaliste organisa une assemblée de protestation, elle invita M. Rodolphe Lemieux, et celui-ci répondit :

Chambre des Communes. Ottawa, 4 août 1903.
Monsieur Henri Bourassa,
Député de Labelle.

Mon cher collègue,

J'aurais vivement désiré assister à l'assemblée de dimanche soir, afin de **PROTESTER AVEC VOUS**, contre la **RESOLUTION INTEMPESTIVE** adoptée ces jours derniers par le Congrès des Chambres de Commerce. Des raisons d'une nature toute personnelle m'empêchent d'être présent.

Permettez-moi cepe-
lant d'**EXPRIMER MON ETONNEMENT** de ce que les délégués des Chambres de Commerce du Canada, et de la province de Québec en particulier aient cru **DEVOIR APPUYER UNE RESOLUTION** qui affirme un principe **ABSOLUMENT FAUX**, à savoir : **L'OBLIGATION POUR LES COLONIES DE PARTICIPER A LA DEFENSE DE L'EMPIRE**.

Inutile de vous dire que les Canadiens ne **SAURAIENT ETRE LIES PAR CETTE DECLARATION**. En vertu de quel traité voudrait-on ajouter aux droits et aux devoirs respectifs de l'Empire et des colonies ? Quel mandat les délégués de nos Chambres de Commerce ont-ils reçu pour engager de cette façon l'avenir du pays ?

Le Parlement canadien a seul le droit d'assumer une telle responsabilité et je n'hésite pas à dire que la résolution Drummond n'exprime aucunement le vœu de l'opinion calme et réfléchie du peuple canadien.

Au contraire, c'est **L'ATTITUDE SI VIRILE PRISE L'AN DERNIER (1902) LORS DE LA CONFERENCE INTERCOLONIALE, PAR LE PREMIER MINISTRE DU CANADA QUI REPOSD FIDELLEMENT AU SENTIMENT POPULAIRE**.

Vous vous rappelez avec quel enthousiasme fut accueilli le discours du Premier Ministre, prononcé le 12 mai 1902, à la Chambre des Communes. Certains esprits exagérés voulaient depuis longtemps, que notre pays se lançât à l'aventure dans toutes les guerres de l'Empire. Sir Wilfrid Laurier fit une déclaration qui eut beaucoup de retentissement et qui à mes yeux, et en dépit de la résolution Drummond, doit en autant que le Canada est concerné, **METTRE FIN POUR TOUJOURS AU MILITARISME**. Voici en quels termes s'exprimait le Premier Ministre :

"Cela ne sert absolument à rien, au point où nous en sommes et dans ce
"parlement du Canada de chercher à nous tromper nous-mêmes sur ce que l'on
"peut avoir en vue avec ce sujet de la défense de l'Empire. Si l'on projette
"tout simplement de discuter quelle part le Canada devra prendre pour sa
"propre défense, et dans quelle mesure nous devons être prêts à sauvegarder
"l'intégrité du pays où nous sommes nés et qui a reçu notre foi, où sont toutes nos espérances et nos affections, nous serons certainement toujours disposés à discuter un semblable sujet. Même, je ne crois pas qu'il soit le moins durement nécessaire de nous pousser à aborder une question de ce genre, car, durant cette même session où nous sommes, le gouvernement a donné sa parole, dans cette Chambre, qu'il serait prêt en tout temps à faire là-dessus son devoir jusqu'au bout, et il a reçu pour cela l'appui unanime des deux partis. Mais la politique contemporaine comprend, tant à l'Etranger et Angleterre qu'au Canada, et même peut-être dans cette Chambre, une certaine école qui ne désirerait rien tant que de plonger le Canada dans ce gouffre du militarisme qui est maintenant le fléau de toute l'Europe. Je ne suis pas en faveur d'une semblable politique."

Voilà, mon cher collègue, les **SENTIMENTS** qui animent les **VRAIS CANADIENS** et il est regrettable que les délégués des Chambres de Commerce se soient inspirés ailleurs.

J'ai l'honneur d'être,
Votre bien dévoué,

RODOLPHE LEMIEUX.